



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Nanterre, le 17 octobre 2012

Unité territoriale des Hauts-de-Seine

OBJET : PROJET D'APC

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Préfecture des Hauts-de-Seine
Commune d'Issy-les-Moulineaux
N° dossier : 31756
N° S3IC : 74-4300

Rapport concernant :
TSI

Adresse de l'établissement :
47-103 quai du Président Roosevelt
92130 Issy-les-Moulineaux

Classement ICPE
Nouveau classement : 2713.2 (D), 2714.1 (A),
2716.2(D), 2771 (A), 1172.3 (D), 2910.A.2 (D)
AP 23/04/2007
AP modificatif du 17/12/2009
AP RSDE du 17/12/2009
APC du 06/07/2011
APC du 20/10/2011

Contacts :
M. ALFEREZ Directeur de l'Unité Valorisation Energétique
M. BONAMI Responsable QSE
Tél : 01 40 93 76 04

Activité générale du site :
Centre de tri et d'incinération de déchets ménagers

Références:

- Courrier de l'exploitant du 24/09/2012
- Rapport de l'inspection du 05/06/2012

1. PRESENTATION

A la suite de la visite du 18/10/2011, la préfecture a adressé à l'exploitant le 06/12/2011 un courrier lui demandant de bien vouloir, d'une part, communiquer dans un délai de 3 mois une étude technico-économique sur la faisabilité du transport par voie fluviale et ferrée des déchets et matériaux autres que les mâchefers (article 5.1.6 de l'AP (arrêté préfectoral)) et d'autre part, les justificatifs de la mise en place d'un appareil permettant la mesure en continu du carbone organique total (COT) dans les rejets d'effluents industriels au réseau d'assainissement (article 9.2.3.1.2 de l'AP).

Par ailleurs, il était demandé à l'exploitant dans ce même courrier de justifier dans un délai d'un mois le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie au regard des risques encourus (article 7.7.3 de l'AP).

Enfin, la préfecture demandait à l'exploitant de communiquer dans les meilleurs délais les résultats de la campagne de mesures dans l'environnement réalisée en 2010 sur les jauges « Owen » (article 9.2.3.2 de l'AP) et le tableau des actions relatives aux installations électriques (article 7.3.3 de l'AP).

Par courrier du 03/04/2012, l'exploitant a répondu aux demandes du courrier de la préfecture du 06/12/2011 concernant la réalisation d'une étude technico-économique sur la faisabilité du transport par voie fluviale et ferrée des déchets et matériaux autres que les mâchefers, la mise en place d'un appareil permettant la mesure en continu du COT dans les rejets d'effluents au réseau d'assainissement et la transmission des documents relatifs à la campagne de mesures dans l'environnement réalisée en 2010 sur les jauges « Owen » et les actions relatives aux installations électriques.

La note de la BSPP du 02/03/2012 relative au contrôle du réseau d'incendie alimentant les bouches et poteaux privés d'Isseane permettait par ailleurs de clarifier le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie au regard des risques encourus.

Dans cette note, la BSPP indiquait qu'elle avait proposé à l'exploitant, à la suite d'une visite effectuée le 16/11/2010 de :

- supprimer définitivement les bouches d'incendie privées répertoriées 002 et 003 car ces deux appareils n'apportent aucun intérêt opérationnel eu égard à leur emplacement et à la présence de 3 bouches d'incendies publiques implantées le long du site
- s'assurer que les 3 autres bouches d'incendie privées sur site délivrent un débit minimum de 60 m³/h
- d'obtenir les 360 m³/h exigés sur le site de la façon suivante : 180 m³/h à partir des 3 bouches incendie privées et 180 m³/h à partir des appareils publics installés aux abords du site.

La BSPP signalait également que, lors de sa visite de réception du 14/02/2012, elle avait constaté les anomalies suivantes :

- les appareils 002 et 003 n'ont pas été supprimés
- les appareils 001, 004 et 005 ne disposent pas de vannes d'arrêt
- l'appareil 004 n'est pas conforme à la NF S 61-211
- l'insuffisance du débit simultané demandé.

Elle proposait donc d'émettre un avis défavorable à la réception des appareils incendie privés et du débit simultané et de réaliser les mesures suivantes :

- demander une modification de l'arrêté préfectoral concernant le nombre d'appareils sur site et le dimensionnement du réseau incendie
- dimensionner le réseau incendie de manière à obtenir des appareils 001, 004 et 005 un débit de 180 m³/h
- demander une attestation par écrit auprès de la compagnie des eaux, du débit simultané de 180 m³/h obtenu à partir des appareils publics 920400041, 920400042 et 920400043.
- installer à chaque bouche d'incendie une vanne de sectionnement à au moins 7 m de l'appareil conformément aux dispositions de l'article 6.1 de la norme NF S 62-200, afin d'éviter de priver d'eau l'ensemble du réseau.
- pour l'appareil 004, créer un socle de propreté ayant au moins 15 cm d'épaisseur et s'étendant au moins à 50 cm autour de la bouche d'incendie installée dans le sol (pose en terrain naturel, absence de revêtement béton ou bitumineux), conformément aux dispositions de l'article 6.5.1.1 (a) de la norme NF S 62-200 et noyer dans un massif en béton d'un volume minimum de 0,1 m³ le coude à patin de la bouche d'incendie, sans obturer l'orifice de vidange de la colonne, conformément aux dispositions de l'article 6.5.1.1 (c) de la norme NF S 62-200.

Dans son mail du 30/03/2012, l'exploitant faisait un point sur sa situation concernant les appareils incendie. Il indiquait que :

- la suppression des bouches incendie 002 et 003 était effective depuis la semaine 12
- les bouches incendie 001, 004 et 005 disposaient de vannes d'arrêt

- la bouche d'incendie 004 allait être modifiée avec la création d'un socle en béton sur le pourtour s'étendant sur 50 cm et l'orifice de vidange raccordé au réseau
- la réception des bouches incendie 001, 004 et 005 avait été prononcée par la BSPP le 21/03/2012 suite au test du 14/03/2012. Le débit simultané requis de 180 m³/h avait été atteint.
- une demande d'attestation de débit simultané d'au moins 180 m³/h avait été faite auprès de la société VEOLIA.

Par courrier du 24/09/2012, l'exploitant transmet les réponses aux demandes émises par la BSPP et sollicite une modification de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral.

2. LES ELEMENTS TRANSMIS PAR L'EXPLOITANT

L'exploitant transmet par courrier du 24/09/2012 :

- une attestation en date du 14/03/2012 d'un débit simultané minimum de 180 m³/h pour les bouches incendies privées 001, 004 et 005 émise par la société SMATIS
- une attestation en date du 03/09/2012 d'un débit simultané minimum de 180 m³/h des bouches d'incendie publiques 920400041, 920400042 et 920400043 émise par VEOLIA
- un plan répertoriant les bouches incendies privées 001, 004 et 005
- un plan répertoriant les bouches incendie publiques 920400041, 920400042 et 920400043
- un courrier électronique de la BSPP du 21/03/2012 réceptionnant les bouches incendies privées n° 001, 004 et 005 avec la nouvelle numérotation BSPP : l'appareil 001 porte le n° 920100089, l'appareil 004 porte le n° 920400114 et l'appareil 005 porte le n° 920400090.
- des photos des bouches incendie privées 002 et 003 supprimées.
- une photo de la bouche incendie privée 004 mise en conformité avec les préconisations de la BSPP (socle en béton notamment).

3. ANALYSE DE L'INSPECTION

L'exploitant a répondu aux demandes formulées par la BSPP et apporté les justificatifs des actions menées.

L'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 23/04/2007 prévoit :

« Six appareils d'incendie DN 100 (débit 60 m³/h), conformes aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213 sont implantés selon les dispositions de la norme NF S 61-100. Ils sont chacun munis d'un regard de vidange (80x80x120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement. Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes. Dans le cas présent, les emplacements de ces appareils se situent sur la voie ceinturant le site. Indépendamment des besoins spécifiques du ou des établissements implantés sur le site, le réseau hydraulique sera calculé de manière à permettre l'utilisation simultanée de 6 appareils DN 100, soit 360 m³/h. Les appareils sont répertoriés par la brigade des sapeurs-pompiers – bureau prévention - section canalisations – (Tél : 01 40 77 33 28), en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur. »

Au vu des éléments transmis par l'exploitant et pour faire suite à sa demande, l'article 7.7.3 devrait être modifié de la manière suivante :

« Trois appareils d'incendie DN 100 (débit 60 m³/h), conformes aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213 sont implantés selon les dispositions de la norme NF S 61-100. Ils sont chacun munis d'un regard de vidange (80x80x120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement. Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes. Dans le cas présent, les emplacements de ces appareils se situent sur la voie ceinturant le site. Indépendamment des besoins spécifiques du ou des établissements implantés sur le site, le réseau hydraulique sera calculé de manière à permettre l'utilisation simultanée de 3 appareils DN 100, soit 180 m³/h. Les appareils sont répertoriés par la brigade des sapeurs-pompiers – bureau prévention -section canalisations – (Tél : 01 40 77 33 28), en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur.

Les 360 m³/h nécessaires sur le site seront apportés de la manière suivante :

- 180 m³/h par les trois bouches incendie privées n° 920400089, 920400090 et 920400114
- 180 m³/h par les appareils publics n° 920400041, 920400042 et 920400043 installés aux abords du site. »

4- CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Considérant la note de la BSPP en date du 02/03/2012 relative au contrôle du réseau incendie alimentant les bouches et poteaux de l'établissement ISSEANE,

Considérant les éléments transmis par l'exploitant par courrier du 24/09/2012,

L'inspection propose de présenter au CODERST le projet d'arrêté complémentaire joint.

PROJET D'APC

ARTICLE 1

Le 2ème paragraphe de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral DATEDE n° 2007-60 du 23 avril 2007 réglementant l'exploitation par la société TSI, dont le siège social est situé Tour Franklin – 10 ème étage- La Défense 8- 92042 Paris LA DEFENSE, du centre de tri et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situé à Issy-les-Moulineaux, 47 à 103, quai Franklin Roosevelt, est remplacé par le texte suivant :

« Trois appareils d'incendie DN 100 (débit 60 m³/h), conformes aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213 sont implantés selon les dispositions de la norme NF S 61-100. Ils sont chacun munis d'un regard de vidange (80x80x120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement. Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes. Dans le cas présent, les emplacements de ces appareils se situent sur la voie ceinturant le site. Indépendamment des besoins spécifiques du ou des établissements implantés sur le site, le réseau hydraulique sera calculé de manière à permettre l'utilisation simultanée de 3 appareils DN 100, soit 180 m³/h. Les appareils sont répertoriés par la brigade des sapeurs-pompiers – bureau prévention -section canalisations – (Tél : 01 40 77 33 28), en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur.

Les 360 m³/h nécessaires sur le site seront apportés de la manière suivante :

- 180 m³/h par les trois bouches incendie privées n° 920400089, 920400090 et 920400114
- 180 m³/h par les appareils publics n° 920400041, 920400042 et 920400043 installés aux abords du site. »

